

# Viktor Orban a-t-il dépassé les bornes ?

- Les appels à exclure le Fidesz hongrois du Parti populaire européen se multiplient.
- Viktor Orban ne lésine pas sur les moyens pour mener sa campagne antieuropéenne.
- Le gouvernement a accueilli dans le plus grand secret des réfugiés vénézuéliens.

*“Passer pour un idiot aux yeux d’un imbécile est une volupté de fin gourmet.”*

**Benoît Lutgen**

La tête de liste CDH aux européennes a convoqué Georges Courteline pour répondre à Viktor Orban.

Analyse Maria Udrescu

Viktor Orban a-t-il franchi les lignes rouges tracées par le Parti populaire européen (PPE), avec lesquelles il joue depuis des années ? C’est ce qu’estiment les membres belges, luxembourgeois, néerlandais, portugais, finlandais et suédois de la famille de conservateurs européens, qui a longtemps toléré les saillies illibérales du Premier ministre hongrois. Vendredi, au moins sept partis issus de cinq pays de l’Union européenne soit le minimum requis ont envoyé une lettre au président du PPE, Joseph Daul, pour demander de mettre l’exclusion du Fidesz de Viktor Orban au menu de l’assemblée générale du 20 mars. Du côté du PPE, on refusait toutefois d’en confirmer la réception avant ce lundi, redoublant de prudence. Preuve du malaise persistant de ce parti, tiraillé entre la nécessité de serrer les rangs à l’approche des élections et la défense des valeurs de l’Union, que M. Orban ne se prive pas de piétiner. Ce sera finalement la défense d’un des siens, à savoir le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, visé par une campagne de dénigrement du gouvernement hongrois, qui aura fait (un peu) bouger le PPE.

“On ne peut pas être membre du PPE et faire campagne contre un leader du PPE”, résumait une source du parti vendredi. “Ce n’est pas qu’on ne puisse pas toucher à M. Juncker. C’était juste la goutte de trop. Combien de doigts d’honneur pouvait-il encore montrer à sa famille politique tout en prétendant parler en son nom ?”, demande de son côté l’eurodéputé finlandais du PPE Petri Sarvamaa.

À trois mois des européennes, Viktor Orban a couvert la Hongrie d’affiches présentant M. Juncker à côté de George Soros, le philanthrope américain d’origine hongroise de-

venu l’épouvantail des populistes. Avec pour légende: “Tout le monde a le droit de savoir ce que fait Bruxelles.” Par “Bruxelles”, M. Orban entend la Commission qu’il accuse d’assouplir la politique migratoire européenne – sans rappeler que, dans l’UE, ce sont les États membres qui décident. L’exécutif européen s’est mobilisé jeudi dernier, démontant point par point les fausses allégations du gouvernement hongrois.

Une campagne qui s’inscrit dans la rhétorique de M. Orban

Que la Commission se défende contre la désinformation d’un leader européen est inédit. Le gouvernement hongrois a indiqué, samedi, que la campagne prendra fin le 15 mars, “comme prévu à l’origine”. Une nouvelle campagne commencera alors, montrant cette fois le vice-président de la Commission, Frans Timmermans. Loin d’être une concession, cette déclaration cherche en réalité à démontrer que Budapest ne plie pas devant la pression européenne, s’inscrivant dans la rhétorique de M. Orban, qui se veut le sauveur du “peuple hongrois” face au “diktat de

Bruxelles”. “À la veille d’élections paneuropéennes, l’Europe a de nouveau atteint le point où nous devons défendre notre identité hongroise”, avait-il lancé le 10 février. Ces affiches de M. Juncker ne sont donc qu’une arme de M. Orban pour mener “la bataille finale”.

Les partis belges et luxembourgeois du PPE – CDH, CD&V, CSV – ont été les premiers à se jeter à l’eau, réclamant jeudi l’exclusion du Fidesz. Les Finlandais du parti Kansallinen Kokoomus, les Suédois chrétiens-démocrates et du parti Moderaterna leur ont emboîté le pas, aux côtés du parti néerlandais chrétien-démocrate et du Partido popular portugais. Ce lundi, c’est au tour des partis baltes de se prononcer.

“Le pire scénario est qu’il reste”

Le PPE a longtemps tenté de se convaincre lui-même que garder M. Orban permettrait de contrôler ses pulsions illibérales, pour ne pas avouer que se séparer du Fidesz coûterait trop cher électoralement. Encore plus à l’approche d’européennes qui s’annoncent rudes pour les partis traditionnels. Pour Claude Rolin, qui a quitté le CDH récemment mais est toujours membre du PPE, “M. Orban travaille avec des partis d’extrême droite, déverse ses propos anti-européens, tout en s’appuyant sur la crédibilité qu’il a d’être dans un grand groupe européen. Le pire scénario est qu’il reste”.

Cependant, une majorité de membres du PPE ne font pas le même calcul. En Allemagne, la chancelière Angela Merkel, dont la CDU est un maillon fort du PPE, a toujours préféré l’unité. “Peut-être que son successeur à la tête des chrétiens-démocrates voit les choses différemment”, estime M. Sarvamaa. En attendant, l’Allemand Manfred Weber, candidat du PPE à la présidence de la Commission et qui a ménagé le Hongrois autant que possible, ne s’est pas mouillé et a demandé à M. Orban de “s’excuser et cesser cette action”. Peu de chances aussi de voir la France entrer dans la danse, puisque le patron des Républicains, Laurent Wauquiez, soutient Viktor Orban. “Ceux qui suivent la droitisiation du PPE n’ont aucun intérêt à voir M. Orban partir puisqu’ils ne sont pas différents de lui. Ils veulent juste qu’il soit plus poli”, résume un eurodéputé du PPE, sous couvert de l’anonymat.

Dans une interview accordée à *Die Welt* samedi, le dirigeant hongrois, fidèle à lui-même, a usé d’un terme cher à Lénine pour qualifier ses critiques du PPE. “d’idiots utiles” qui servent les intérêts de la gauche. Mais paradoxalement, devant sa famille politique, Viktor Orban excelle dans la diplomatie. Comme le rappelle M. Rolin, “à plusieurs reprises, des députés ont dit que ce n’est plus possible de cohabiter avec ce monsieur. À chaque fois, M. Orban est venu s’expliquer, promettre d’intégrer les remarques. Le discours dominant devenait: ‘M. Orban est difficile, mais il a compris’. Or, dans les faits, il a toujours été plus loin.”

Face au talent d’orateur de M. Orban, aux éventuelles conséquences électorales de son exclusion et à la volonté du PPE de ne pas en faire le sujet de sa campagne – s’il ne l’est pas déjà –, les partis du centre et centre droit européens risquent de rejeter, à nouveau, la rupture avec le Fidesz.

## 12

**Membres du Parti populaire européen sont issus du Fidesz**

Le PPE dispose de 217 sièges sur 751. Mais selon des projections publiées par le Parlement européen, les élections de mai s'annoncent rudes pour les partis traditionnels, dont le PPE. S'il venait à en être exclu, Viktor Orban pourrait chercher à s'allier avec les Polonais du PiS ou La Lega (Italie), qui pourrait devenir le deuxième plus grand parti du Parlement européen.

## La propagande est aussi un juteux business

Corentin Léotard  
Correspondant à Budapest

Une nouvelle campagne anti-européenne, et au parfum prononcé de conspirationnisme, menée par le gouvernement de Viktor Orban fait des remous. Elle présente le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et George Soros côte à côte, rigolards et l'air mauvais. Le message est limpide pour le quidam hongrois bombardé par de tels messages : l'Union européenne est aux mains du milliardaire hongro-américain qui souhaite inonder de migrants la Hongrie et l'Europe. Mais l'obsession bien connue qu'à la droite nationaliste hongroise pour George Soros masque un autre aspect : ces incessantes campagnes de communication qui visent les ennemis désignés du régime coûtent cher au contribuable... et rapportent gros aux hommes d'Orban.

Le site G7 chiffre le coût de cette seule campagne, dirigée par le chef de cabinet du Premier ministre Antal Rogán – le “ministre de la Propagande”, comme l'appellent ses détracteurs – à 10 milliards de forints, soit un peu plus de 30 millions d'euros. Sur les deux dernières années, le total des dépenses consacrées à de telles campagnes monte à 180 millions d'euros, soit un quart du budget de l'enseignement secondaire en 2018, calcule le même site.

C'est Gyula Balásy, un jeune entrepreneur de 40 ans à peine, qui a été désigné, sans concurrence, pour les réaliser. Il est qualifié par le site Index d’“acteur le plus important de la propagande

gouvernementale”. Ses deux sociétés ont connu une prospérité spectaculaire, mais toujours grâce à des projets financés par l'État.

**Des médias sous perfusion de l'État**

Toutefois, cette manne d'argent public n'est pas une aubaine seulement pour les communicants. Elle alimente aussi – et surtout – les médias publics et maintient à flot les médias privés liés au Fidesz, tous abreuvés de publicité gouvernementale. “Tous les médias et toutes les agences de publicité dans lesquels cet argent est dépensé appartiennent à des hommes d'affaires proches d'Orban”, affirme le site d'enquêtes Atlatszo.

### Ces incessantes campagnes rapportent gros aux hommes d'Orban.

Tous, à une exception notable : le géant français de l'affichage urbain JC Decaux, qui a engrangé 27,2 millions d'euros de contrat avec les gouvernements du Fidesz depuis son retour au pouvoir en 2010, selon la même source. À tel point que des militants de l'opposition avaient lancé une pétition, en mars 2018, pour que l'entreprise française cesse de diffuser les messages xénophobes du gouvernement. Quelques semaines avant les dernières législatives en Hongrie, des affiches d’“information gouvernementale” montraient ainsi une foule de migrants barrée du mot “Stop”.

Depuis des années, “le Fidesz a financé ses médias de propagande avec des ressources de l'Etat, ruinant ainsi la concurrence et faussant l'ensemble du discours public”. Tel est le constat dressé par l'organisation de surveillance des médias Mertek Média Monitor, et qui a poussé l'eurodéputé de gauche Benedek Javor à déposer une plainte auprès de la Commission européenne.

## Budapest a généreusement accueilli trois cents réfugiés vénézuéliens

L'affaire fait grand bruit dans les médias d'opposition qui ont découvert, la semaine dernière, que la Hongrie a accueilli sur son sol trois cents réfugiés du Venezuela, en proie à une crise politique et humanitaire. Elle ne leur a pas seulement ouvert ses portes, elle leur a déroulé le tapis rouge. Un billet d'avion pour Budapest et l'hébergement pendant un an leur ont été offerts, ainsi qu'un programme d'intégration comprenant des cours d'anglais et de hongrois, et un permis de travail. Le plus grand site d'actualités du pays, Index.hu, se plaît à ironiser sur le fait que "ce programme hongrois ferait honte à la *Wilkommenskultur* allemande", en référence à la politique d'accueil allemande mise en place en 2015, au plus fort de la crise migratoire. Car cette sollicitude de Budapest tranche avec la position du gouvernement Fidesz, qui avait au même moment choisi de dresser une clôture contre les migrants et s'est employé à détricoter le droit d'asile depuis. Selon Index, ces réfugiés ont fait l'objet d'une discrimination positive, étant donné qu'ils sont des descendants des quelques milliers de Hongrois qui avaient émigré au Venezuela au cours du XX<sup>e</sup> siècle, principalement après la Seconde Guerre mondiale et après la révolution de 1956.

Pour mieux souligner l'absurdité de la taxe sur les organisations soutenant l'immigration, le site estime que le gouvernement hongrois doit désormais lui-même s'y soumettre.

Au lieu de se glorifier d'accueillir ces personnes, le gouvernement de Viktor Orban semble, au contraire, avoir tout fait pour l'entourer du plus grand secret. De la même façon qu'il avait passé sous silence l'accueil de quelque 1 300 réfugiés l'année dernière, principalement d'Irak, de Syrie et d'Afghanistan. Probablement est-ce pour ne pas altérer le message qu'il assène depuis trois ans, à savoir que la Hongrie refuse l'immigration qui a conduit au multiculturalisme et à la décadence de l'ouest du continent. Dans une tribune du journal historique de la droite, *Magyar Nemzet* ("Nation hongroise"), un journaliste s'offusque des réactions provoquées : ces "Vénézuéliens hongrois" sont des réfugiés, et surtout pas des migrants clandestins ! "Ils s'en distinguent notamment par leurs antécédents religieux et culturels, [...] sont des réfugiés qui ont des racines hongroises [...] et peut-être plus important encore, ils sont déterminés à s'intégrer", argumente le caméraman qui travaille justement sur un film documentaire sur ce sujet.

C. L., à Budapest